

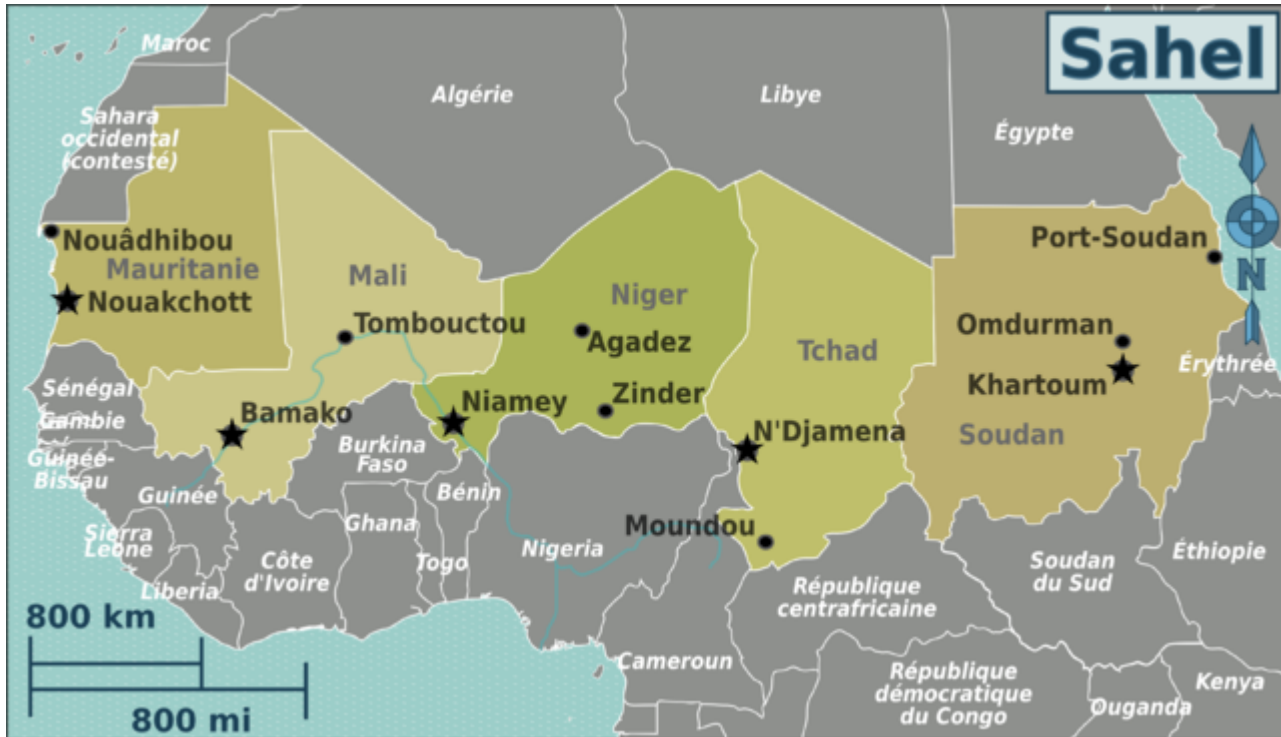
```
[vc_row type= »in_container » full screen row_position= »middle »  
scene_position= »center » text_color= »dark » text_align= »left » overlay_strength= »0.3″  
shape_divider_position= »bottom » bg_image_animation= »none »][vc_column  
column_padding= »no-extra-padding » column_padding_position= »all″  
background_color_opacity= »1″ background_hover_color_opacity= »1″  
column_link_target= » self » column_shadow= »none » column_border_radius= »none »  
width= »1/1″ tablet_width_inherit= »default » tablet_text_alignment= »default »  
phone_text_alignment= »default » column_border_width= »none »  
column_border_style= »solid » bg_image_animation= »none »][vc_column_text]
```

Cycle de conférences (2012-2014)

À l'initiative de la fondation Gabriel Péri et du Réseau des partenaires de la région de Kidal (RPRK), sous le patronage d'un comité de pilotage

La fondation Gabriel Péri s'est engagée depuis le début de l'année 2012 dans un travail de réflexion sur les problématiques de sécurité, de paix et de développement dans la région ouest africaine et plus particulièrement sahélienne. La crise malienne qui s'est traduite par la chute du régime d'Amadou Toumani Touré à la suite d'un coup d'État de sous-officiers de l'armée malienne, et l'avancée des groupes rebelles et islamistes armés au Nord, interpellent responsables politiques, acteurs du développement, citoyennes et citoyens maliens, africains et européens qui entretiennent des liens avec la région. Plus largement ce sont les opinions publiques qu'il s'agit de rencontrer et d'éclairer pour une meilleure compréhension des rapports de force entre acteurs, participer à l'élaboration de sorties de crise durable et changer les pratiques qui ont conduit à ces situations.

Dans une approche pluridisciplinaire, la fondation Gabriel Péri a souhaité mettre en place des espaces de concertation, d'échanges d'informations et d'expertises sur les différents enjeux en sollicitant des profils d'acteurs variés : chercheurs en sciences sociales, spécialistes des questions géostratégiques et militaires, acteurs politiques de France et d'Afrique.



Une première initiative s'est tenue le 19 juin 2012 sous la forme d'un colloque d'une journée organisé au Sénat. Plusieurs tables-rondes se sont consacrées à :

- La crise de l'État, des institutions et de l'organisation politique au Mali, dans un contexte où le capitalisme financiarisé et mondialisé en quête de ressources, coexiste avec des réseaux de trafic, des groupes religieux extrémistes, et une classe politique corrompue et discréditée.
- Les objectifs de la coopération décentralisée qui face à des situations de crise doit être interrogée sur le sens des actions menées et le cadre politique dans lequel elles se développent, ainsi que sur le type d'initiatives spécifiques à prendre dans ces contextes de conflits à plusieurs dimensions, armée, institutionnelle et politique.
- Le rôle des organisations régionales, en l'occurrence la CEDEAO, dont la médiation soulève des problèmes juridiques (contournement de la souveraineté populaire du peuple malien, refus d'appuyer l'organisation de conférence nationale souveraine),

politiques et met en questions le rôle des pays voisins et extérieurs : Algérie, France, États-Unis.

Lire le [compte-rendu du colloque](#) : « [Quelles constructions politiques au Mali face aux crises dans le Sahel ?](#) » (19 juin 2012).

type= »in_container » full_screen_row_position= »middle » scene_position= »center » text_color= »dark » text_align= »left » overlay_strength= »0.3» shape_divider_position= »bottom » bg_image_animation= »none »][vc_column column_padding= »no-extra-padding » column_padding_position= »all » background_color_opacity= »1» background_hover_color_opacity= »1» column_link_target= »_self » column_shadow= »none » column_border_radius= »none » width= »1/1» tablet_width_inherit= »default » tablet_text_alignment= »default » phone_text_alignment= »default » column_border_width= »none » column_border_style= »solid » bg_image_animation= »none »][toggles style= »minimal »][toggle color= »Default » title= »1. La condition et le rôle des femmes dans la région sahélo-saharienne (25 novembre 2012) »][vc_column_text]En clôture de la Quinzaine de la solidarité internationale, la ville de Fontenay-sous-Bois, en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri, le Réseau des partenaires de la région de Kidal, Femmes solidaires Fontenay, Touwacou, la CEFOM, et Nuevo Concepto Latino, a organisé, le dimanche 25 novembre 2012, une conférence-débat sur le thème :

Solidarité avec les femmes du Mali

Vous pouvez retrouver les vidéos sur les liens suivant :

1. 1ère partie (composée de 3 vidéos) :

1/3 : <http://www.dailymotion.com/video/xx...>

2/3 : <http://www.dailymotion.com/video/xx...>

3/3 : <http://www.dailymotion.com/video/xx...>

2. 2ème partie (1 vidéo) : <http://www.dailymotion.com/video/xx...>

Par ailleurs, le débat est également disponible en audio sur le site de la webradio GlobRadio : <http://globradio.net/WordPress/soci...>

La crise en cours au Mali touche en premier lieu les femmes du nord, victimes d'exactions et d'un déni de droit par les groupes islamistes et rebelles en position de force dans la région. La journée internationale contre les violences faites aux femmes est l'occasion de parler de leur situation et de leur condition, en témoignage de solidarité, mais aussi pour nourrir un travail d'échanges et de réflexion sur le rôle des femmes dans les sociétés africaines au sahel et dans le reste du monde.

Les femmes s'impliquent, pour leur émancipation, en politique, dans la vie institutionnelle, économique, sociale et culturelle de leur pays. Elles sont au cœur des dynamiques de changement et de développement. Au Mali, la mobilisation des femmes a contribué de façon déterminante à des bouleversements historiques majeurs comme la chute de la dictature militaire de Moussa Traoré. Plus récemment, les manifestations des femmes et mères de militaires à Bamako ont révélé l'ampleur du mécontentement social. Elles sont donc des acteurs clés pour penser les sorties de crise et l'avenir.

Alors que le pays traverse une période pleine d'incertitudes nourrissant toutes les inquiétudes, nous avons souhaité inviter des femmes diversement impliquées dans la vie publique à témoigner et partager leur expérience pour prendre connaissance des conditions de vie et du combat qu'elles mènent pour leur émancipation.

Des témoignages de femmes impliquées dans le développement de leur territoire, dans l'action sociale, économique et politique, permettront de prendre connaissance des conditions de vie et du combat qu'elles mènent pour leur émancipation dans des contextes de crise politique, économique, de conflit et d'occupation comme c'est le cas au Nord du Mali. L'objectif est d'écouter des citoyennes qui sont au cœur des dynamiques de changement des mentalités et des sociétés dans leur pays.

Programme de l'après-midi :

Flashmob de la compagnie Nadja

Rencontre-débat sur la condition et le rôle des femmes dans la région sahélo-saharienne :

Animation : Sokona Niakhaté, conseillère municipale déléguée à la coopération décentralisée et Jean-Didier Vermenot, président du réseau des partenaires de Kidal.

Introduction de la rencontre par Sokona Niakhaté et Jean-Didier Vermenot : présentation du contexte et historique de la situation au Mali

- Mme Aïcha Maïga Belco, Présidente du conseil de cercle de Tessalit : condition et rôle politique des femmes du Nord du Mali
- Mme Sangaré Coumba Touré, Professeure et Conseillère Technique au Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : rôle des femmes maliennes (dimension institutionnelle)

Pause Intermède musical

- Mme Keltoum Sennhauser, Présidente de l'ONG Chet-Aguena qui regroupe une centaine de femmes à Bamako, Kidal et Gao : condition et rôle des femmes dans la société civile
- Mme Amy Camara, responsable de l'entreprise Amy & co : condition et rôle économique des femmes

Mots de clôture par M. Jean-François Voguet, Maire de Fontenay-sous-Bois

Concert *Chasseur*, avec Amada Coulibaly (donso n'goni et chant), Théo Girard (contrebasse et chant) ; Macha Gharibian (chant et accordéon), Sébastien Brun (batterie).

Chasseur, c'est d'abord une histoire de rencontre. Une rencontre humaine et une rencontre de culture. La rencontre d'Adama Coulibaly, issu d'une famille de chasseurs-cultivateurs malienne, et de Théo Girard, enfant de la balle né d'une mère costumière et d'un père violoniste. Adama a appris son instrument, le donso n'goni auprès du grand griot Ibiri Samaké. Théo, lui, a bourlingué son jazz manouche au sein de Sibiel, avec Bratsch, et le Bruit du [sign].

Dans *Chasseur*, les chants bambaras se mêlent aux improvisations, pour œuvrer dans une seule et même direction : la transe.

Organisé par *Musiques au comptoir* et la ville de Fontenay-sous-Bois.

Buffet malien – Animation musicale par l'association

Touwacou[/vc_column_text][[/toggle][toggle color= »Default » title= »2. Les processus de militarisation dans l'espace sahélo-saharien et la crise au Mali : quels enseignements ? (11 décembre 2012) »][vc_column_text]

De grands défis se présentent au moment où une intervention militaire se dessine dans la confusion et le tâtonnement ([Compte-rendu de la séance](#)).

Depuis les années 1990-2000, on note parmi les évolutions majeures dans la région sahélo-saharienne, des processus de militarisation croissants articulant actions civiles et militaires développés sous l'effet de programme de coopération et de formation à l'initiative des États-Unis, de la France, et de l'Union européenne. Des budgets importants ont été alloués au renforcement des capacités civilo-militaires des institutions africaines et des armées nationales, dans le cadre de la réforme des systèmes de sécurité, de la lutte contre les trafics et le terrorisme.

La crise malienne est néanmoins un puissant révélateur des limites de ces programmes dont l'efficacité est en question. Les capacités d'intervention des forces africaines régionales et nationales sont faibles, le recours aux puissances extérieures est incontournable. Dans ce cadre, l'autonomie des pays africains dans la gestion et la résolution des crises est limitée. Dans le même temps, on observe une tendance à la privatisation de la sécurité avec l'émergence de nouveaux acteurs.

Par ailleurs, la dimension militaire et de sécurité ne peut se dissocier des questions politiques et de développement. L'organisation des forces armées s'effectue dans un contexte de faible légitimité du pouvoir politique. Les risques d'un enkystement ou de dérives militaires au Mali et dans la région sont importants. Si une action forte en faveur du retour du politique, de la démocratie, et d'un développement élaboré avec les populations n'est pas prise, la situation pourrait continuer de se dégrader.

La fondation Gabriel Péri et le réseau des partenaires de la région de Kidal ont souhaité ouvrir un espace de réflexion et de débat autour de ces enjeux qui interrogent la cohérence de la position de la France et de l'Union européenne au Sahel et des politiques qu'elles y mènent.

PROGRAMME

Introduction de Jean-Didier Vermenot, président du réseau des partenaires de la région de Kidal, et Michel Maso, directeur de la fondation Gabriel Péri

Quel bilan peut-on tirer de l'intervention de l'Union européenne, de la France et des États-Unis dans la région ; les politiques et orientations passées ont-elles été efficaces au regard des évolutions actuelles ; quelles recommandations à l'égard de la stratégie des acteurs dans la région.

- [Bérangère Rouppert](#), chercheure, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles
- [Antonin Tisseron](#), chercheur associé à l'Institut Thomas More
- [Jacques Fath](#), membre du comité exécutif national du PCF, responsable des relations internationales

L'architecture africaine de paix et de sécurité est-elle en capacité de gérer les conflits au Sahel ? Comment évoluer vers des armées nationales républicaines articulées à un pouvoir politique légitime ?

- Kissima Gakou, conseiller technique chargé des affaires stratégiques et des questions de défense au Ministère de la Défense du Mali, maître de conférences à l'université de Bamako
- [Oumar Keita](#), historien EHESS, chercheur associé au GSPR (Groupe de Sociologie Pragmatique et Réflexive)
- [Aly Sanou](#), secrétaire général du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP)
- Amandine Gnanguênon, chargée d'étude sur l'Afrique à l'IRSEM

[/vc_column_text][[/toggle]][toggle color= »Default » title= »3. Géopolitique des ressources et conflits au Sahel (26 février 2013) »][vc_column_text]Troisième séance du cycle de conférences sur l'espace sahélo-saharien ([Compte-rendu disponible](#))

La fondation Gabriel Péri s'est engagée depuis le début de l'année 2012 dans un travail de réflexion sur les problématiques de sécurité, de paix et de développement dans la région

ouest africaine et plus particulièrement sahélienne. La chute du régime d'Amadou Toumani Touré à la suite d'un coup d'État de sous-officiers de l'armée malienne, et l'avancée des groupes rebelles et islamistes armés au nord, ont révélé la fragilité du Mali, un État en crise. Responsables politiques, acteurs du développement, citoyennes et citoyens maliens, africains et européens qui entretiennent des liens avec la région sont interpellés. La France qui y intervient militairement depuis le 11 janvier 2013 pour une durée inconnue, doit accompagner la reconstruction politique de l'État malien et la mise en œuvre d'un cadre de développement régional pour les populations saharo-sahéliennes. Il convient ainsi d'analyser les causes de ces évolutions brutales, d'avancer dans l'élaboration de sorties de crise durables et de changer les pratiques qui ont conduit à ces situations.

Parmi les facteurs expliquant les conflits armés, la déstabilisation des États, la corruption, la pauvreté, on retrouve très souvent l'exploitation des ressources naturelles, agropastorales, hydriques et surtout minières. Dans cette zone, l'or, le diamant, la bauxite, le pétrole, le gaz et l'uranium sont au centre d'une concurrence entre puissances et pays pétroliers qui souhaitent garantir leur approvisionnement dans un contexte de tensions accrues sur les ressources souterraines en particulier énergétiques. Les multinationales et la diplomatie économique des États alimentent une instabilité dont les gouvernements locaux sont aussi responsables. Elle fragilise des populations locales déjà vulnérables sur le plan socio-économique.

Les situations rencontrées dans la zone saharo-sahélienne sont diverses. Le Niger est connu pour son uranium exploité par l'entreprise française Areva, et d'autres acteurs, notamment chinois ou italiens, dans le massif de l'Air, et à Imouraren. Le bassin de Taoudéni à cheval sur trois pays le Mali, la Mauritanie et l'Algérie a donné lieu à une répartition de permis d'exploration entre plusieurs entreprises, mais l'extraction n'a pas commencé. La région, stratégique pour le transport des ressources du sud vers le nord, recèle également un immense potentiel en termes de développement de l'énergie solaire, domaine dans lequel intervient notamment l'Allemagne.

L'insécurité liée à la présence de trafiquants armés et de groupes terroristes retarde la mise en valeur de ces ressources. Pour autant, certains s'interrogent : la violence et l'absence de pouvoirs institutionnels dans la zone pourraient permettre aux entreprises d'obtenir de

meilleures conditions contractuelles face à des États de plus en plus vulnérables, ou peu enclins à réformer leur code minier dans l'intérêt des populations.

La focalisation de la « communauté internationale » sur le terrorisme et les groupes armés n'occulte-elle pas le jeu des puissances dans la région pour préserver leurs intérêts, et les conséquences de l'exploitation de l'uranium et de l'or, qui tant au niveau environnemental que de la condition des travailleurs sont délétères ?

La fondation Gabriel Péri et le réseau des partenaires de la région de Kidal souhaitent ouvrir un espace de réflexion et de débat autour de ces enjeux qui interrogent la cohérence du développement dans cet espace, le rôle des entreprises, la diplomatie économique française et de l'Union européenne, la pertinence d'une gestion concertée des ressources comme facteur de paix et de développement.

PROGRAMME

Ressources naturelles, développement et instabilité dans la région sahélo-saharienne :

- Moustapha Kadi, président du Collectif pour la Défense du Droit à l'Énergie (CODDAE) du Niger.
- Philippe Hugon, économiste, directeur de recherches à l'Iris.
- Bruno Hellendorff, chercheur au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), Bruxelles : L'eau, les terres, et les ressources agropastorales : enjeux de paix et de développement au Sahel.

La gestion concertée et transparente des ressources comme mode de prévention des conflits et facteur de paix

- Many Camara, chargé des relations internationales pour l'initiative citoyenne ARACF – Association des Ressortissants et Amis de la Commune de Faléa, Mali.
- Michel Dannequin, administrateur de la CRIIRAD.
- Marie-Laure Guislain, coordinatrice juridique, association Sherpa.
- Moustapha Kadi, président du Collectif pour la Défense du Droit à l'Énergie (CODDAE) du Niger.

[/vc_column_text][toggle][toggle color= »Default » title= »4. L'aide au développement et les politiques de coopération : gestion et impacts réels au Sahel (28 janvier 2014) »][vc_column_text]L'offensive des groupes rebelles et extrémistes au Nord, leur installation dans les territoires et la percée des acteurs religieux sur la scène publique, sociale et politique malienne invitent à s'interroger sur le contexte qui permet à ces acteurs de prospérer. Ils tirent profit d'une pauvreté récalcitrante dans le pays, laissant toute une jeunesse sans perspective. Le monde agricole et rural stagne, les infrastructures tardent à voir le jour, l'éducation est en crise. L'emploi et le travail manquent, alors que les services publics de base de fourniture d'eau potable et d'électricité, de santé, de scolarisation fonctionnent mal.

Face à cette population pauvre et désœuvrée, l'élite au pouvoir qui s'est enrichi sans résoudre les questions cruciales du développement, a été remise en cause avec le coup d'État de mars 2012, que ce soit dans l'armée, ou au plus haut niveau de l'État. Sans évacuer la spécificité des problèmes du Nord, nombre de difficultés y sont les mêmes qu'au Sud et relèvent de la responsabilité des pouvoirs publics à assurer la sécurité et le développement en cohérence avec les besoins des populations sur tout le territoire national. Sur ce plan, il faut constater que l'État malien a souvent échoué.

Devant l'ampleur des défis humains à relever, l'aide internationale est censée apporter des moyens et des réponses. Or, depuis les indépendances, le bilan de l'aide publique au développement et de la coopération est en demi-teinte. Placés sous l'égide des Nations unies, les Objectifs du millénaire pour le développement, auxquels étaient censés concourir ces politiques n'ont pas été atteints. On observe même un accroissement des inégalités, une récurrence des crises alimentaires. Les volumes financiers déployés par les bailleurs internationaux ne sont souvent pas à la hauteur de ce qui est nécessaire et leur utilisation est critiquée.

Dans le contexte d'une mondialisation néolibérale creusant les inégalités qu'ils ne remettent pas en cause, les bailleurs traitent d'abord avec des États aux ambitions et pratiques discutables, allouent des prêts en invitant les pays à adopter des politiques néolibérales axées sur la privatisation. Ils valorisent des opérateurs qui peuvent poser problème, sans partir systématiquement des besoins, des pratiques, des contextes et des intérêts locaux.

Alors que les politiques de coopération sont censées faire la promotion de la démocratie et du développement économique, beaucoup d'acteurs sociaux, économiques et politiques, institutionnels ou non institutionnels des pays bénéficiaires sont marginalisés : les petits groupements économiques, la petite paysannerie, les ruraux, les associations, les chômeurs,

les étudiants, les syndicats, les collectivités locales, les groupements citoyens, les organismes de formation, etc.

À la lumière des crises que traversent la région sahélo-sahélienne, alors que le Mali où l'ordre constitutionnel est rétabli à la faveur des élections, attend que se déversent dans ses caisses les milliards promis par la « communauté internationale » à la conférence de Bruxelles, on peut se poser les questions suivantes : les bailleurs par leur intervention renforcent-ils réellement la démocratie et impulsent-ils le développement ? N'apparaissent-ils pas finalement comme des freins à la transformation sociale ? Les projets de développement servent-ils les intérêts des populations locales ou ceux des bailleurs ? Ces temps de crise favorise l'émergence d'analyses critiques, de recommandations et d'alternatives crédibles, mais quelles sont leur chance d'être réellement mise en œuvre sur le terrain ?

La fondation Gabriel Péri et le réseau des partenaires de la région de Kidal souhaitent ouvrir un espace de réflexion et de débat autour de ces enjeux qui interrogent la cohérence du développement dans cet espace, le rôle de la France, le sens de sa politique d'aide au développement et de celle de l'Union européenne, la responsabilité des dirigeants maliens.

PROGRAMME

Bilan de la gestion et des impacts de l'aide au développement au Mali et dans le Sahel

- Serge Michailof, chercheur associé à l'IRIS.
 - Issa Ndiaye, président du Forum civique - Espace de réflexion et d'action pour la démocratie, Mali
 - Gwenola Rageau, Centre pour le dialogue humanitaire.
- Modération : Jean-Didier Vermenot, président du Réseau des partenaires de la région de Kidal

Diversité des acteurs, coordination des projets, définition des objectifs : comment articuler l'action des États, des collectivités territoriales et de l'Europe dans des politiques de coopération cohérentes ? Quels sont les objectifs prioritaires ?

- Véronique Moreira, Vice-présidente de la région Rhône-Alpes déléguée à la coopération

solidaire

- Arnaud Huré, chargé de mission Afrique de l'ouest, Direction des affaires internationales au Conseil régional d'Ile-de-France.

Modération : Marie-Hélène Chambrin, docteur en sociologie, praticienne de la coopération décentralisée

[/vc_column_text][[/toggle]][/toggles][[/vc_column]][[/vc_row]]